

Envoyé en préfecture le 19/03/2024

Reçu en préfecture le 19/03/2024

Publié le

ID : 040-214000010-20240313-DELIB2024013-DE



# VILLE D'AIRE SUR L'ADOUR

## RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2024





# Sommaire

## **Budget Principal**

- I. Un rappel du cadre légal**
- II. La situation économique et budgétaire**
- III. La situation financière de la commune d'Aire sur l'Adour**
- IV. Les orientations budgétaires de la commune d'Aire sur l'Adour pour l'année 2024**

**Budget Annexe « Les Garages »**

**Budget Annexe « Lotissement Les Chênes »**





# I. Un rappel du cadre légal

Promulguée le 7 août 2015, la loi n°2015-991 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (dite loi NOTRe), a modifié les modalités de présentation du Débat d'Orientation Budgétaire (DOB). Ainsi, l'article L.2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose :

*« Le budget de la commune est proposé par le Maire et voté par le Conseil Municipal. Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le Maire présente au Conseil Municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du vote du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L.2121-8. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique. »*

Tout en renvoyant aux dispositions de l'article L.2312-1 du CGCT, l'article L.5217-10-4 du CGCT modifie le délai dans lequel doit se tenir le débat d'orientation budgétaire avant le vote du budget primitif.



Ainsi, pour les collectivités locales ayant opté pour le référentiel M57, le débat d'orientation budgétaire doit avoir lieu dans un délai de dix semaines précédant le vote du budget.

Les autres modalités ne changent pas à savoir :

- les informations figurant dans le ROB doivent faire l'objet d'une publication, notamment sur le site Internet de la commune (lorsqu'elle en possède un),
- le débat afférent à la présentation de ce rapport doit obligatoirement faire l'objet d'une délibération spécifique.
- le ROB doit être transmis au représentant de l'Etat dans le Département, ainsi qu'au président de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) dont la commune est membre.

Le rapport doit présenter :

- les orientations budgétaires : évolutions prévisionnelles de dépenses et recettes (fonctionnement et investissement) en précisant les hypothèses d'évolution retenues notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions et les évolutions relatives aux relations financières entre une commune et l'EPCI dont elle est membre,



- les engagements pluriannuels envisagés : programmation des investissements avec une prévision des recettes et des dépenses,
  - la structure et la gestion de la dette contractée, les perspectives pour le projet de budget, en précisant le profil de dette visé pour l'exercice.
- Le débat doit donc permettre aux élus locaux de discuter des orientations qui préfigureront les priorités inscrites aux budgets.
- Il vise également à permettre aux élus municipaux et aux aturins de mieux comprendre le contexte dans lequel évolue la commune d'Aire sur l'Adour, et les contraintes auxquelles elle est et sera confrontée.
- Le ROB 2024 s'inscrit dans un contexte international



## II. La situation économique et budgétaire

### A – Conjoncture internationale et nationale

Selon l'OCDE, la croissance mondiale a été étonnamment résiliente en 2023, la baisse des prix de l'énergie et l'atténuation des tensions sur les chaînes d'approvisionnement ayant contribué à faire reculer l'inflation plus rapidement que prévu. Toutefois, des indicateurs récents laissent entrevoir une certaine modération de la croissance. En l'absence de nouveau choc négatif affectant l'offre, l'atténuation des tensions au niveau de la demande devrait permettre à l'inflation globale et à l'inflation sous-jacente de reculer encore dans la plupart des économies. D'ici à la fin 2025, l'inflation devrait revenir à l'objectif dans la plupart des grands pays du G20. Les risques géopolitiques, en particulier ceux liés au conflit qui a éclaté au Moyen-Orient après les attentats terroristes commis par le Hamas contre Israël, demeurent importants. Des hausses inattendues de l'inflation pourraient quant à elles entraîner de fortes corrections des prix des actifs financiers, les marchés intégrant dans les prix la possibilité que les taux directeurs se maintiennent dans la durée à un niveau élevé.



## Une croissance française 2024 timide

La croissance française n'aura été que de 0,9 % en 2023. Soit un peu moins que la hausse de 1 % espérée par l'exécutif. Il a été constaté un recul de la consommation de biens (-1,6 %) largement imputable à une nouvelle baisse importante de la consommation alimentaire des Français. Celle-ci a en effet reculé de 4,7 %, accentuant la tendance déjà constatée en 2022 (-3,6 %). S'y est ajouté un ralentissement de la consommation des services (2,4 % après 8,5 %) largement lié à la contre-performance du secteur de l'hébergement-restauration.

En 2024, les Français devraient bénéficier d'un meilleur pouvoir d'achat grâce au rattrapage des salaires sur l'inflation et au reflux de celle-ci. Néanmoins, les perspectives économiques restent moroses pour 2024 avec une croissance évaluée à 0,9% du PIB.

## L'endettement français

La dette publique est la dette au sens du traité de Maastricht (ou dette publique notifiée), c'est-à-dire la dette de toutes les administrations



publiques : Etat, administrations de sécurité sociale, administrations locales et organismes divers d'administration centrale.

A ne pas confondre avec le déficit public qui correspond au besoin de financement des administrations publiques.

Selon l'INSEE, au troisième trimestre 2023, la dette publique s'est stabilisée à 111,7 % du PIB, atteignant 3 088,2 milliards d'euros.

Le traité européen de Maastricht de 1992 fixait pour les Etats une limite de dette publique à 60 % du PIB, seuil que la France a dépassé à la fin de l'année 2002, pour ne plus jamais repasser en dessous depuis.

Depuis la pandémie de Covid-19, suivie de la guerre en Ukraine, cette règle ainsi que celle d'un déficit public inférieur à 3 % du PIB ont été suspendues. Elles seront réactivées en 2024.

La loi du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 prévoit de réduire le déficit public à 4,4% du produit intérieur brut (PIB) en 2024, après 4,9% en 2023.

Le déficit budgétaire de l'État atteindrait 146,9 milliards d'euros (+2,4 milliards par rapport au texte initial). La part de la dette publique se stabiliserait à 109,7% du PIB.





## Le chômage 2024 : une année morose se profile

Le millésime 2023 se termine donc comme il a commencé puisque le nombre d'inscrits sans emploi est resté peu ou prou au même niveau de janvier à décembre, sans parvenir à finir l'année sous la barre symbolique des 3 millions. Si l'on additionne les trois catégories, ce sont 5,4 millions de personnes qui étaient inscrites à France Travail fin décembre 2023, contre 5,38 millions, un an plus tôt.

La stagnation de l'économie française et la réforme des retraites pourraient faire grimper le taux de chômage à 7,6% de la population active à la mi-2024, selon l'Insee ( 7,4 % au dernier trimestre 2023).

## B - Un contexte législatif qui impacte directement les collectivités territoriales

La loi de finances pour 2024 a été publiée au Journal Officiel le 30 décembre 2023. Pour ce faire, le Gouvernement a eu recours à 10 reprises à l'arme constitutionnelle du 49.3 pour faire adopter le budget de l'Etat et celui de la Sécurité Sociale.

- Les objectifs nationaux pesant sur les collectivités locales :
  - Augmentation à nouveau de 320 M€ de la DGF qui sera répartie entre la Dotation de Solidarité Urbaine (DSU), la Dotation de Solidarité Rurale (DSR) et la Dotation d'Intercommunalité.
  - Fonds vert : doté de 2 Md€ en 2023, le Fonds vert bénéficie d'une augmentation de 500 M€ en 2024.
  - Le budget dit « vert » : Pour les collectivités de plus de 3 500 habitants, la loi de finances pour 2024 prévoit que le compte administratif ou le compte financier unique des collectivités devront comporter un état annexé



intitulé « *Impact du budget pour la transition écologique* ». Cette annexe sera prise en compte à compter de l'exercice 2024. Cette nouvelle annexe concernera les dépenses d'investissement qui, au sein du budget, contribuent négativement ou positivement à tout ou partie des objectifs de transition écologique de la France tels que définis par le droit de l'Union Européenne.

- La dette verte : Elle permettra aux collectivités territoriales d'identifier la dette qui finance leurs investissements verts. A ce jour, son instauration reste facultative.
- Les dépenses relatives aux aménagements de terrain seront intégrées dans l'assiette du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA).
- Les dispositifs des Zones de Revitalisation Rurale (ZRR) seront remplacés à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2024 par un nouveau zonage intitulé "France Ruralités Revitalisation".
- Les bases cadastrales évoluent au rythme de l'inflation soit 3,9 % en 2024 contre 7,1 % en 2023.



- L'amortisseur électricité est reconduit en 2024 pour les conditions de nouvelles modalités d'application. Il concernera l'ensemble des contrats de fourniture en cours pour l'année 2024 qui ont été signés ou renouvelés avant le 30 juin 2023.

➤ La Fonction Publique Territoriale :

- Revalorisation de 5 points de l'indice majoré au 1<sup>er</sup> janvier 2024.
- Augmentation du SMIC au 01/01/2024 : 11,65 € (+1,13 %).
- Le mécanisme de contingentement de la promotion interne change. Le texte réglementaire transforme la règle du « 1 pour 3 » en « 1 pour 2 », réduit de 4 à 2 ans la durée pour appliquer la clause de sauvegarde et augmente l'effectif à prendre en compte de 5 à 8 % en y ajoutant les CDI.
- Augmentation du supplément familial de traitement (SFT).
- Déplafonnement du compte-épargne-temps (CET) à titre exceptionnel pour l'année 2024 (70 jours).





### III. SITUATION FINANCIERE DE LA COMMUNE

Quelques éléments essentiels de la situation financière :

#### 1) Les recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement 2023 se situent à 6,76 M€ contre 6,33 M€ en 2022 soit une augmentation de plus de + 6,70 %).

➤ Une forte augmentation des impôts « *Ménages* »

| Année | Impôts « <i>Ménages</i> » (TH, TFB, TFNB) | Evolution des Impôts « <i>Ménages</i> » en valeur | Evolution des Impôts « <i>Ménages</i> » en pourcentage |
|-------|---|---|--|
| 2018  | 3 352 702 €                               | + 28 141 €  | +0,85 %  |
| 2019  | 3 428 656 €                               | + 75 954 €  | + 2,27 %   |
| 2020  | 3 520 203 €                               | + 91 547 €  | + 2,67 %   |
| 2021  | 3 475 260 €                               | - 44 943 €  | - 1,28 %   |
| 2022  | 3 577 797 €                               | + 102 537   | + 2,95 %   |
| 2023  | 3 885 437 €                               | + 307 640   | + 8,60 %   |



- La Dotation de Solidarité Communautaire a connu cette importante augmentation (57 206 € en 2023 contre 29 246 € en 2022).
- Les droits de mutation à titre onéreux ont encore une fois fortement diminué cette année (223 970 € en 2023 contre 247 120 € en 2022).
- Les droits de place ont augmenté de presque 169 % (18 542 € en 2023 contre 6 895 € en 2022). Cela s'explique qu'à la demande de la Trésorerie, il est comptabilisé dorénavant les étals sous le marché.
- La taxe sur les déchets stockés a diminué (90 804 € en 2023 contre 120 180 € en 2022 soit - 24,44 %).
- La taxe sur la consommation finale d'électricité augmente fortement (246 526 € en 2023 contre 174 406 € en 2022 soit + 41,35 %).



## ➤ Une augmentation de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)

|                               | 2018     | 2019     | 2020     | 2021     | 2022     | 2023     |
|-------------------------------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|
| DGF reçue                     | 537 210  | 524 554  | 514 002  | 500 844  | 495 176  | 496 195  |
| Evolution de la DGF en valeur | - 20 295 | - 12 656 | - 10 552 | - 13 158 | - 5 668  | + 1 019  |
| Evolution de la DGF en %      | - 3,64 % | - 2,36 % | - 2,01 % | - 2,56 % | - 1,13 % | + 0,21 % |

## ➤ Une baisse de la Dotation Nationale de Péréquation (DNP)

|                               | 2018    | 2019    | 2020   | 2021    | 2022     | 2023     |
|-------------------------------|---------|---------|--------|---------|----------|----------|
| DNP reçue                     | 42 343  | 50 669  | 50 719 | 45 647  | 44 091   | 45 131   |
| Evolution de la DNP en valeur | - 4 705 | + 8 326 | + 50   | - 5 072 | - 1 556  | + 1 040  |
| Evolution de la DNP en %      | - 10    | + 19,66 | + 0,10 | - 10 %  | - 3,41 % | + 2,36 % |



➤ Une augmentation de la Dotation de Solidarité Rurale (DSR)

|                               | 2018     | 2019     | 2020     | 2021     | 2022     | 2023    |
|-------------------------------|----------|----------|----------|----------|----------|---------|
| DSR reçue                     | 431 036  | 461 503  | 484 117  | 500 741  | 530 774  | 582 371 |
| Evolution de la DSR en valeur | + 14 407 | + 30 467 | + 22 614 | + 16 624 | + 30 033 | 51 597  |
| Evolution de la DSR en %      | + 3,34   | + 7,07   | + 4,90   | + 3,43   | + 6 %    | + 9,72  |

➤ Une augmentation de l'allocation compensatrice Taxe Foncière 270 656 € en 2023 contre 253 622 € en 2022 soit une augmentation de 6,72 %.

## 2) Les dépenses de fonctionnement

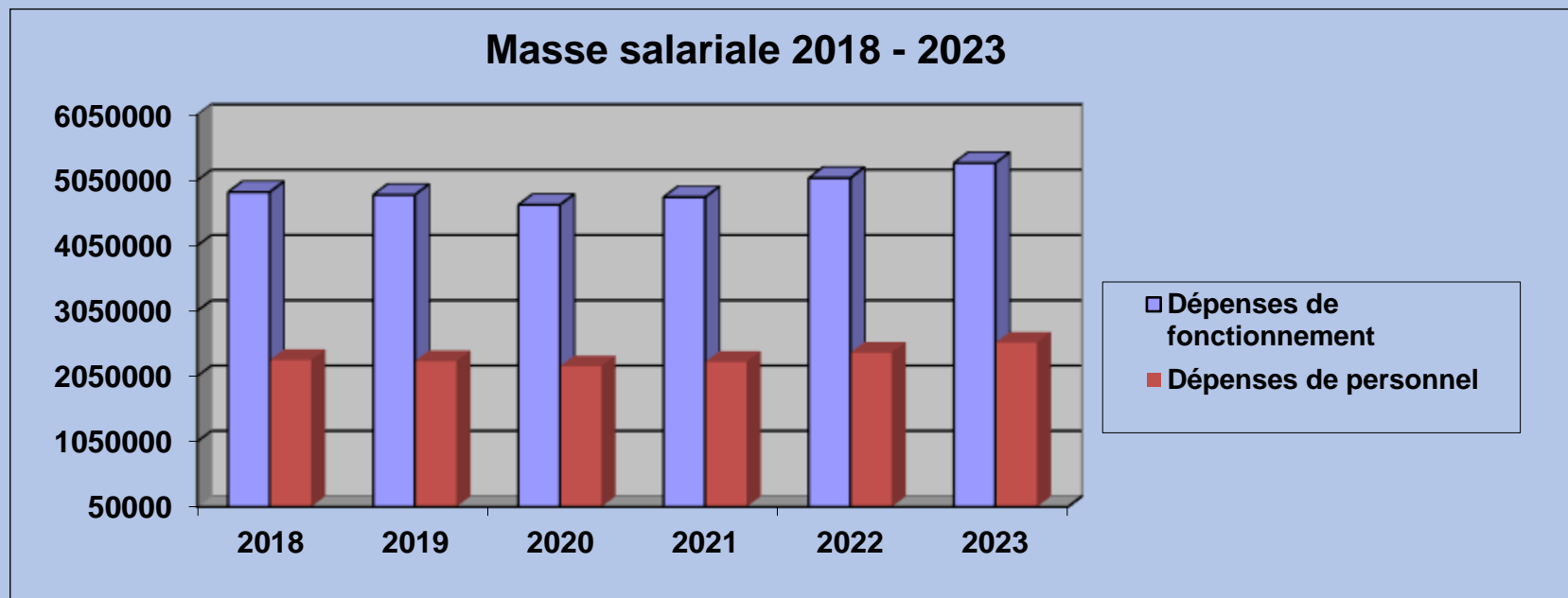
Les dépenses de fonctionnement 2023 augmentent par rapport à l'année précédente. Elles se situent à 5,31 M€ contre 5,09 M€ en 2022.

On peut noter une augmentation :





- des charges à caractère général (+ 2,99 %) notamment des factures d'eau (28 968 € en 2023 contre 31 623 € en 2022, des factures de gaz (148 585 € en 2023 contre 55 281 € en 2022), des dépenses liées à l'entretien des terrains (21 605 € en 2023 contre 10 526 € en 2022 avec cette année des reprises de concessions dans les cimetières). Une forte augmentation également cette année des dépenses de formation (permis poids lourd, CACAS,...).
- des charges de personnel (+ 152 746 € soit + 6,33 %) représentent 48,24 % du total des dépenses de fonctionnement.



- des charges de gestion courante augmentent (+ 7,39 %) et plus particulièrement celles concernant les subventions versées aux associations.
- des dotations aux amortissements (+ 8 %).

A contrario, on notera une diminution :

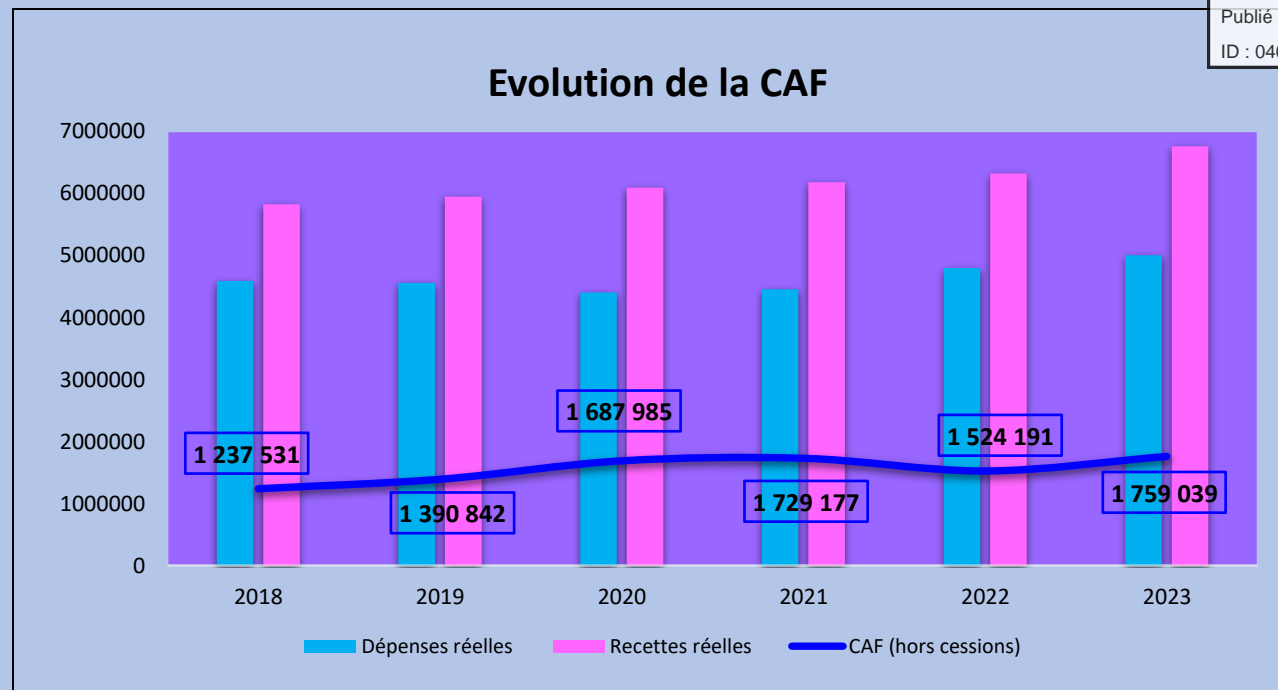
- des charge financières (- 2,22 %) qui représentent 1,56 % des dépenses de fonctionnement. Un seul emprunt contracté en décembre 2023 de 870 000 €.
- des atténuations de produits (- 9,15 %). Une diminution des dégrèvements perçus au titre de la taxe d'habitation sur les logements vacants (8 576 € en 2023 contre 16 468 € en 2022).

De plus depuis cette année, nous ne percevons plus le fonds d'amorçage pour les rythmes scolaires et nous le reversons donc plus à la Communauté de Communes d'Aire sur l'Adour.



### 3) La capacité d'autofinancement (CAF)

La capacité d'autofinancement (appelé aussi épargne brute) est la différence entre les recettes réelles et les dépenses réelles de fonctionnement y compris les intérêts de la dette. Le solde dont dispose la collectivité sert à financer à la fois le remboursement en capital de la dette (équilibre réel) et son équipement au travers de l'épargne nette. C'est un indicateur qui permet de mesurer la bonne santé de la section de fonctionnement et de connaître la capacité de la collectivité à investir. La CAF de la commune augmente largement cette année.



#### 4) L'investissement

La commune a investi en 2023 pour 2,90 millions d'euros auxquels il faudrait y rajouter les reports qui s'élèvent à 3,8 millions d'euros. En effet, de nombreux travaux sont en cours de réalisation et n'ont pu faire l'objet de facturation sur l'exercice 2023. Il s'agit notamment des travaux à l'Hôtel de Ville, le chemin du Brousseau, la maison des associations, la piscine couverte, la balayeuse pour la voirie, le tennis de table, les fonds de





concours au Sydec et à la Communauté de Communes d'Arzac-sur-Charente, ...  
les subventions au titre du programme Petites Villes de Demain, ...

La commune a perçu 5,38 millions d'euros auxquels il faudrait y rajouter les reports qui s'élèvent à 332 740 euros. Il s'agit de subventions au titre de la DETR pour la Maison des Associations, des travaux de la cour intérieure de l'Hôtel de Ville, et du test de réponse thermique de la piscine.

### 5) Un endettement maîtrisé

La structure de la dette de la commune est saine :

- 21 produits répartis entre 5 prêteurs (Caisse d'Epargne, Crédit Agricole, Crédit Foncier de France, Banque Postale et Caisse Régionale de Crédit Mutuel Midi-Atlantique) ;
- 100 % en taux fixe et en catégorie « 1A » de la Charte GISSLER ;

En 2023, la commune a contracté un emprunt de 870 000 euros.

L'encours de la dette diminue régulièrement et très significativement.



Alors qu'il dépassait les 6,74M€ en 2013, il est passé à 4,53M€ au 31 décembre 2023.

### La capacité de désendettement

Il s'agit d'un ratio qui rapporte l'encours de dette à la capacité d'autofinancement brute de la collectivité.

Ce ratio doit être inférieur à 12 ans pour les communes.

La capacité de désendettement de la commune d'Aire sur l'Adour est de 2,88 ans au 31 décembre 2022. Pour rappel elle était à 13,15 ans au 31 décembre 2013.

|   | 2018        | 2019        | 2020        | 2021        | 2022        | 2023        |
|---|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Encours de dette au 31/12 (en euros)          | 5 604 368   | 5 164 419   | 4 565 733   | 4 484 487   | 4 386 085   | 4 533 821   |
| Capacité d'autofinancement (CAF)              | 1 237 531   | 1 390 842   | 1 687 985   | 1 729 177   | 1 524 191   | 1 759 039   |
| Capacité de désendettement en nombre d'années | <b>4,53</b> | <b>3,71</b> | <b>2,70</b> | <b>2,59</b> | <b>2,88</b> | <b>2,58</b> |

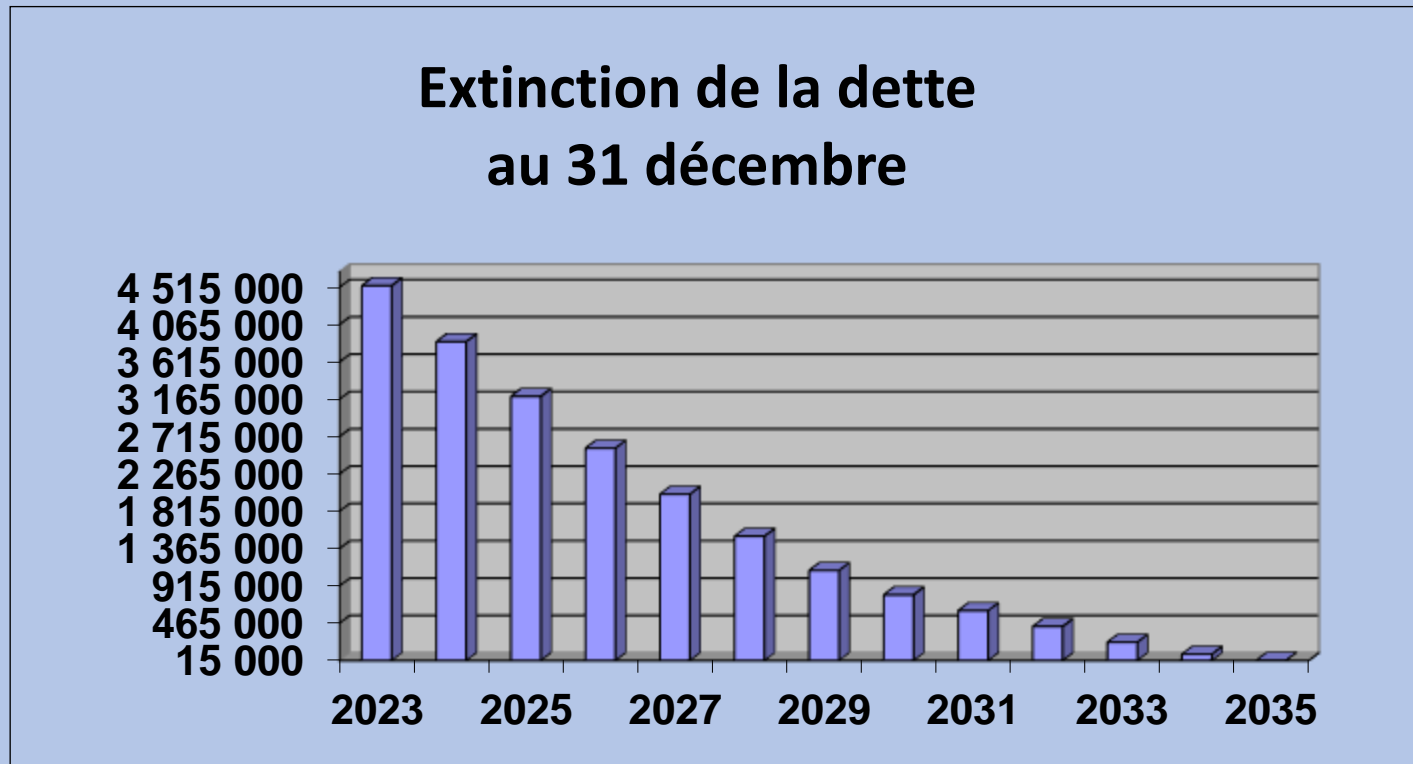
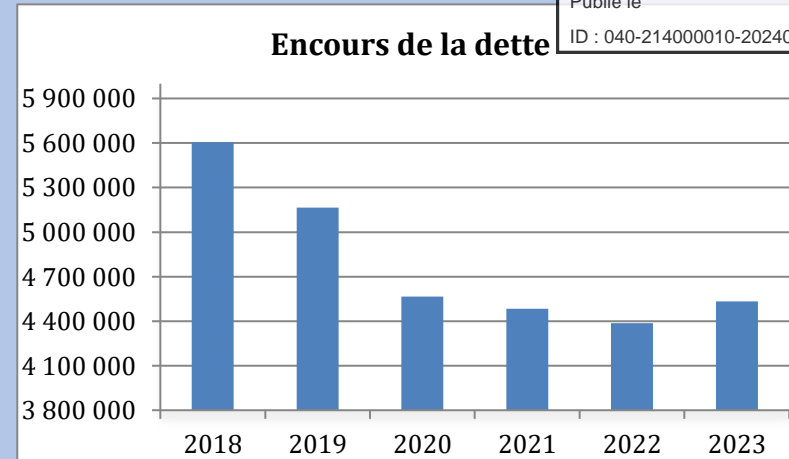
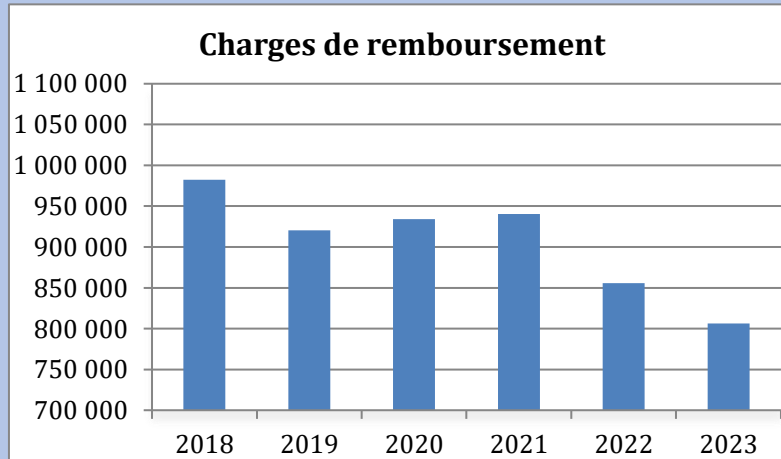


## Encours de la dette

|   | 2018      | 2019      | 2020      | 2021      | 2022      | 2023      |
|---|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Annuité en capital  | 800 249   | 759 950   | 798 686   | 831 246   | 768 403   | 722 264   |
| Annuité en intérêt  | 181 998   | 160 310   | 135 388   | 109 174   | 87 316    | 84 086    |
| Annuité totale  | 982 247   | 920 260   | 934 074   | 940 420   | 855 719   | 806 350   |
| Encours de la dette au 31/12 (en euros)   | 5 604 368 | 5 164 419 | 4 565 733 | 4 484 487 | 4 386 085 | 4 533 821 |
| Taux d'endettement (encours dette/recettes réelles de fonctionnement)<br><i>Nbre d'années que mettrait la collectivité pour se désendetter si elle y consacrait toutes ses ressources</i> | 0,96      | 0,87      | 0,75      | 0,72      | 0,69      | 0,67      |

## Charges de remboursement

|                                     | 2018    | 2019    | 2020    | 2021    | 2022    | 2023    |
|-------------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Charges de remboursement (en euros) | 982 247 | 920 260 | 934 074 | 940 420 | 855 719 | 806 350 |





## IV. Les orientations budgétaires de la commune d'Aire sur l'Adour pour l'année 2024

### Objectifs :

- Maintien d'un service public de qualité au service des Aturins avec les équipements et le personnel nécessaires
- Pas d'augmentation des taux de la fiscalité dite « communale »
- La réduction des dépenses non essentielles (un ajustement des dépenses au plus près des besoins réels et des réalisations précédentes)

### Moyens :

- Rationalisation des dépenses
- Optimisation de la gestion de la masse salariale

### Les principaux investissements qui devraient figurer en 2024 seraient :

- Construction Maison des Associations (complément) ;



- Réfection de toitures (Arènes, Salle Omnisports, local Méthode de logement aéroclub) ;
- Etude aménagement Place du Général de Gaulle ;
- Divers équipements pour les services municipaux ;
- Rénovation maison route du Houga (ex Hôpital de jour) ;
- Aménagement parking du cinéma ;
- Remplacements bulles (Sydec) ;
- Fonds de concours (travaux lotissement Biroy).

Ainsi le budget 2024 prendra en compte ces éléments et devra permettre dans le cadre d'une gestion saine et rigoureuse des finances de la commune, la mise en œuvre des actions du programme de la municipalité.

### Prospective pour l'année 2024 :

1. Les recettes de fonctionnement
2. Les dépenses de fonctionnement
3. Les recettes d'investissement
4. Les dépenses d'investissement
5. Le recours à l'emprunt et encours de la dette



## 1. Les recettes de fonctionnement

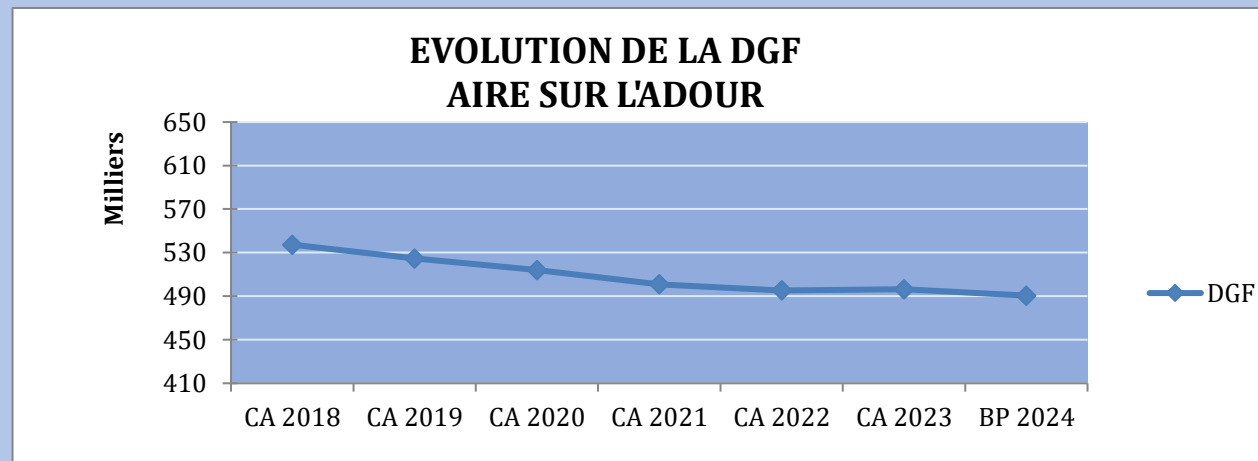
En matière de recettes, les orientations seront en très légère hausse par rapport aux années précédentes.

- Les produits de services, du domaine et des ventes diverses pourraient être évalués aux alentours de 136 200 €.
- En matière de fiscalité locale, l'Etat n'a toujours pas notifié à la commune le montant des bases d'imposition applicables pour l'année 2024. Comme depuis quelques années, les taux d'imposition n'augmenteront pas en 2024. A compter de 2018, la revalorisation des bases locatives est fonction de l'inflation constatée (et non prévisionnelle). Le taux 2024 est celui de l'inflation constatée entre octobre 2022 et novembre 2023 soit environ 3,9 %.
- Concernant les dotations étatiques (DGF, DSR, DNP, DGD,...), l'Etat n'a pas notifié à la commune le montant qui lui sera versé en 2024. Il s'agit d'une estimation de l'AMF.



## Evolution de la DGF

|                               | 2018     | 2019     | 2020     | 2021     | 2022    | 2023    | Estimation 2024 |
|-------------------------------|----------|----------|----------|----------|---------|---------|-----------------|
| DGF reçue                     | 537 210  | 524 554  | 514 002  | 500 844  | 495 176 | 496 195 | 490 421         |
| Evolution de la DGF en valeur | - 20 295 | - 12 656 | - 10 552 | - 13 158 | - 5 668 | + 1 019 | - 5 774         |
| Evolution de la DGF en %      | - 3,64   | - 2,36   | - 2,01   | - 2,56   | - 1,14  | + 0,21  | - 1,16          |



- Du fait de la situation nationale et internationale et de la baisse constatée en 2022 et 2023, la commune envisage de rester très prudente en matière de droits de mutation et prévoit d'inscrire une recette de 180 000 € en 2024.

- La taxe sur les déchets sera de 99 865 € contre 90 803 € en 2023.
- Il sera également prévu le versement de remboursement de prestations de la part de la Communauté de Communes au titre de l'action des services municipaux dans les domaines communautaires (voirie, espaces verts,...). La recette sera d'environ 96 068 €.
- Les revenus des immeubles devraient atteindre 380 000 €.

## **2. Les dépenses de fonctionnement**

- Les charges à caractère général :  
Ces charges diminuent par rapport à l'année précédente (- 1,81 %) du fait des prévisions en matière d'énergies (électricité et gaz).  
Des plantations de fleurs sur la ville pour 40 000€.  
Des crédits supplémentaires sont à prévoir sur les locations mobilières (badgeuses, tracteur pour accotements, ...).

Des frais seront à prévoir en ce qui concerne des traitements (tigre du platane, moustique, frelons), l'élagage et les abattages (15 000 €), la capture de pigeons.

Des travaux de réfection de la peinture routière sur les places et parkings de compétence communale (10 000 €).

Des travaux seront engagés dans les cimetières (reprise de concessions, équipement de columbarium...) pour un montant de 9 000 €.

A l'instar des années précédentes, des frais seront engagés au titre de versements à des organismes de formation (Permis poids lourd, CACES, Habilitation électrique, SST, RH, la mise en place du Compte Personnel de Formation,...).

➤ Les charges de personnel :

S'agissant des charges de personnel et frais assimilés, elles seront en hausse cette année en raison de :



- augmentation du point d'indice au 01/07/2023 de 1,5 %
- augmentation de 5 points d'indice majorés au 01/01/2024.
- stagiairisation de 5 agents.
- versement de la prime du pouvoir d'achat (délibération prise par le conseil municipal en date du 14 décembre 2023).
- concernant les emplois saisonniers, le nombre de recrutements à prévoir sera de 7 (1 pour les visites de l'Eglise Sainte Quitterie (3 semaines), 6 pour les services techniques (3 en juillet et 3 en août)).

➤ Les atténuations de produits :

Il est prévu la même somme pour le reversement du FPIC auprès de la Communauté de Communes d'Aire sur l'Adour.

L'attribution de compensation versée à la Communauté de Communes d'Aire sur l'Adour est identique à l'année précédente.

➤ Les charges de gestion courante :

Une augmentation (+ 3,17% par rapport à 2023) de la contribution communale au SDIS (Service Départemental d'Incendie et de Secours) est

prévue cette année. Le montant 2024 sera de 116 595, 88 €  
113 013,86 € en 2023.

Les subventions de fonctionnement aux associations locales seront maintenues. Quant à l'aide versée au titre de l'Auto Prem's, l'enveloppe sera reconduite.

Les participations à des organismes de regroupement seront prévues (ALPI ; ADACL ; SYDEC ; ...).

➤ Les dotations aux amortissements :

Elles seront en augmentation par rapport à l'année précédente (+ 7,68 %).

### 3. Les recettes d'investissement

Il conviendra de reporter :

- Les restes à réaliser en recettes pour un montant de 332 740 €
- L'excédent de la section d'investissement 2023 soit 2 484 127,22 €.





- Cette année les dotations aux amortissements seront de montant au titre du FCTVA de 230 000 €.
- Les subventions au titre du FEC 2024 (11 911 €), de l'étude sur l'aménagement de la Place du Général de Gaulle (25 675 € de la Banque des Territoires et du Département), de la réfection des toitures et façades de l'Hôtel de Ville pour 134 000 € de la DRAC (notification reçue).
- Il est prévu une recette pour la taxe d'aménagement (30 000 €).
- Une « partie » de l'excédent de la section de fonctionnement 2023 (1 400 000 €) sera à reporter en recettes d'investissement.
- Un virement de la section de fonctionnement de 583 455 € est prévu. Ce montant pourrait être revu à la baisse en fonction de la notification de la fiscalité.
- Un emprunt sera contracté cette année pour un montant d'environ 500 000 €.

## 4. Les dépenses d'investissement

Il conviendra de reporter les restes à réaliser 2023 en dépenses pour un montant de 3 787 922,11 euros.

Il faudra prévoir le remboursement de la dette en capital pour 675 115,74 euros au titre des emprunts en cours au 1<sup>er</sup> janvier 2024.

### 4.1 Bâtiments et équipements publics

- Les travaux à la salle Omnisports (réfection de la toiture , remplacement du praticable dans la salle de gymnastique, remplacement de l'éclairage LED).
- Les travaux de réfection de la toiture, de peinture et d'électricité des arènes suite au sinistre.
- Les travaux de réfection de la toiture du local de Mestade et du logement de l'aéroclub ainsi que la cheminée du Centre d'Animation.
- Les travaux de la Maison des Associations (complément).
- Les travaux de rénovation de la maison route du Houga (ex Hôpital de jour).

## 4.2 Equipement des services municipaux

Une somme sera à prévoir pour l'équipement des services et l'informatisation de la Mairie (renouvellement parc informatique).

## 4.3 Amélioration des quartiers

Il conviendra de prévoir des sommes pour :

- La réfection du chemin rural Impasse Lassaouat.
- La réfection de l'ouvrage de franchissement à l'étang de Laffitau.
- Des travaux de revêtement sur le parking du Comité des Fêtes.
- L'aménagement du parking du futur cinéma (rue du Jardin Public).
- L'étude de l'aménagement de la Place du Général de Gaulle.
- Divers mobiliers urbains.

## 4.4 Equipements de sécurité

Des crédits seront prévus pour l'achat de matériels (13 700 €).



#### 4.5 Subventions d'équipements

- SYDEC : changement de bulles diverses rues (257 817 €) et travaux d'assainissement au lotissement de Biroy (3 300 €).
- Communauté de Communes : boulevard Lamothe (complément : 18 000 €) et lotissement de Biroy (estimation : 262 690 €).



# ANNEXE BUDGET PRINCIPAL

| VUE D'ENSEMBLE SECTION D'INVESTISSEMENT        |                      |                                     |
|--|----------------------|-------------------------------------|
| RECETTES                                       |                      |                                     |
| Chapitres                                      | Budget primitif 2023 | Budget primitif 2024 (propositions) |
| 001 Résultat excédent d'investissement reporté | 1 804 477            | 2 484 127                           |
| 021 Virement de la section de fonctionnement   | 443 666              | 583 456                             |
| 040 Op. d'ordre de transferts entre sections   | 315 733              | 340 000                             |
| 10 Dotations, fonds divers et réserves         | 1 680 905            | 1 660 000                           |
| 13 Subventions d'investissement                | 36 279               | 171 586                             |
| 13 Subventions d'investissement (reprise)      | 461 470              | -                                   |
| 16 Emprunts                                    | 870 000              | 500 000                             |
| <i>Reports</i>                                 | 250 444              | 332 740                             |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                           | <b>5 862 974</b>     | <b>6 071 909</b>                    |

| DEPENSES                                  |                      |                                     |
|---|----------------------|-------------------------------------|
| Chapitres                                 | Budget primitif 2023 | Budget primitif 2024 (propositions) |
| 16 Emprunts                               | 722 264              | 675 116                             |
| 20-21-23 Immobilisations                  | 1 674 195            | 1 608 871                           |
| 13 Subventions d'investissement (reprise) | 461 470              | -                                   |
| <i>Reports</i>                            | 3 005 045            | 3 787 922                           |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                      | <b>5 862 974</b>     | <b>6 071 909</b>                    |



# ANNEXE BUDGET PRINCIPAL

| VUE D'ENSEMBLE SECTION DE FONCTIONNEMENT        |                      |  |
|---|----------------------|--|
| RECETTES  |                      |  |
| Chapitres                                       | Budget primitif 2023 | Budget primitif 2024<br>(propositions) |
| 002 Résultat excédent de fonctionnement reporté | 46 950               | 43 307                                 |
| 042 Op. d'ordre de transferts entre sections    | -                    | 28 400-                                |
| 70 Produits de service                          | 130 598              | 136 230                                |
| 73 Impôts et taxes                              | 4 326 912            | 4 496 838                              |
| 74 Dotations, subventions et participations     | 1 584 767            | 1 479 526                              |
| 75 Autres produits de gestion courante          | 384 000              | 396 353                                |
| 77 Produits exceptionnels                       | 1 300                | 500                                    |
| 78 Reprises sur provisions                      | 2 000                | 779                                    |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                            | <b>6 476 527</b>     | <b>6 581 933</b>                       |
| DEPENSES  |                      |  |
| Chapitres                                       | Budget primitif 2023 | Budget primitif 2024<br>(propositions) |
| 011 Charges à caractère général                 | 1 918 096            | 1 883 340                              |
| 012 Charges de personnel                        | 2 801 332            | 2 792 705                              |
| 014 Atténuation de produits                     | 316 976              | 283 476                                |
| 023 Virement à la section d'investissement      | 443 666              | 583 456                                |
| 042 Op. d'ordre de transferts entre sections    | 315 733              | 340 000                                |
| 65 Autres charges de gestion courante           | 586 324              | 594 956                                |
| 66 Charges financières                          | 92 000               | 102 000                                |
| 67 Charges exceptionnelles                      | 1 000                | 1 000                                  |
| 68 Dotations aux provisions                     | 1 400                | 1 000                                  |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                            | <b>6 476 527</b>     | <b>6 581 933</b>                       |





# Budget annexe « Les Garages »



Cette année, la commune ne prévoit pas dans son budget de recettes liées à la location mais un remboursement de sinistre.

Les prévisions budgétaires pour cette année 2024 :



| Chap | Article | Libellé  | 2020             |                  | 2021             |                  | 2022             |                  | 2023             |                  | 2024            |                  |
|------|---------|--|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|-----------------|------------------|
|      |         |  | BP               | CA               | BP               | CA               | BP               | CA               | BP + DM          |                  |                 |                  |
| 001  | 001     | Déficit d'investissement reporté                               | néant            | néant            | néant            | néant            | néant            | néant            | néant            | néant            | néant           | néant            |
| 16   | 1641    | Emprunts et dettes assimilés                                   |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                 |                  |
| 23   | 2313    | Constructions  |                  |                  |                  |                  | 6634,69          |                  | 13 268,00        |                  | 4 035,06        | 9 232,94         |
|      |         | <b>Total dépenses d'investissement</b>                         | néant            | néant            | néant            | néant            | 6 634,69         | néant            | <b>13 268,00</b> | <b>0,00</b>      | <b>4 035,06</b> | <b>9 232,94</b>  |
| 001  | 001     | Excédent d'investissement                                      |                  |                  |                  |                  |                  |                  | 6 634,00         | 6 634,00         |                 | 6 634,00         |
| 021  | 021     | Virement de la section de fonctionnement                       |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                 |                  |
| 040  | 28135   | Dotation aux amortissements                                    |                  |                  |                  |                  | 6 634,69         | 6 634,00         | 6 634,00         | 6 634,00         |                 | 6 634,00         |
| 10   | 1068    | Excédent fonctionnement (couverture du déficit)                | néant            | néant            | néant            | néant            | néant            | néant            | néant            | néant            |                 | néant            |
| 10   | 10681   | Excédent de fonctionnement reporté                             |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                 |                  |
|      |         | <b>Total recettes d'investissement</b>                         | néant            | néant            | néant            | néant            | 6 634,69         | néant            | <b>13 268,00</b> | <b>13 268,00</b> |                 | <b>13 268,00</b> |
| 011  | 6068    | Autres matières et fournitures                                 | 28 604,67        | 0,00             | 28 604,22        | 0,00             | 20 420,80        |                  | 0,00             | 0,00             |                 | 0,00             |
|      | 61521   | Entretien sur bâtiments  | 12 000,00        | 0,00             | 15 500,00        | 0,00             | 21 200,00        |                  | 44 250,00        | 39 116,80        |                 | 44 540,03        |
|      | 627     | Services bancaires et assimilés                                | 10,00            | 0,00             | 10,00            | 0,00             | 50,00            |                  | 50,00            |                  |                 |                  |
| 022  | 022     | Dépenses imprévues   | 1 600,00         |                  | 2 000,00         |                  | 2 380,00         |                  | 1 000,00         | 0,00             |                 | 0,00             |
| 042  | 6811    | Dotation aux amortissements                                    |                  |                  |                  |                  | 6 634,69         | 6 634,00         | 6 634,00         | 6 634,00         |                 | 6 634,00         |
| 023  | 023     | Virement section d'investissement                              |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                 |                  |
| 65   | 6541    | Créances admises en non valeur                                 | 200,00           | 0,00             | 200,00           | 0,00             | 500,00           |                  | 500,00           | 0,00             |                 | 500,00           |
| 65   | 658     | Charges diverses de gestion courantes                          | 650,00           | 0,00             | 650,00           | 0,00             | 650,00           |                  | 650,00           | 0,31             |                 | 650,00           |
| 66   | 66111   | Intérêts réglés à l'échéance                                   |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                 |                  |
|      | 668     | Autres charges financières                                     |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                 |                  |
| 67   | 673     | Titres annulés sur exercices antérieurs                        | 1 500,00         | 0,00             | 2 000,00         | 0,00             | 500,00           |                  | 500,00           | 0,00             |                 | 500,00           |
| 68   | 6817    | Provisions pour dépréciations comptes de tiers                 |                  |                  |                  |                  | 120,00           | 120,00           | 40,00            | 0,00             |                 | 40,00            |
|      |         | <b>Total dépenses de fonctionnement</b>                        | <b>44 564,67</b> | <b>0,00</b>      | <b>48 964,22</b> | <b>0,00</b>      | <b>52 455,49</b> | <b>6 754,00</b>  | <b>53 624,00</b> | <b>45 751,11</b> |                 | <b>52 864,03</b> |
| 75   | 752     | Revenus des immeubles  | 4 616,66         | 4 616,21         | 4 400,00         | 3 966,27         | 3 925,00         | 3 792,51         | 2 100,00         | 583,28           |                 | 0,00             |
|      | 758     | Produits divers de gestion courante                            |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                 |                  |
| 77   | 7718    | Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion        |                  |                  |                  |                  |                  |                  | 5835,00          | 24 197,22        |                 | 28 105,64        |
| 77   | 774     | Subventions exceptionnelles                                    |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                  |                 |                  |
| 78   | 7817    | Reprises sur provisions pour dépréciation des comptes de tiers |                  |                  |                  |                  |                  |                  | 120,00           | 120,00           |                 | 40,00            |
| 002  | 002     | Excédent de fonctionnement                                     | 39 948,01        | 39 948,01        | 44 564,22        | 44 564,22        | 48 530,49        | 48 530,49        | 45 569,00        | 45 569,00        |                 | 24 718,39        |
|      |         | <b>Total recettes de fonctionnement</b>                        | <b>44 564,67</b> | <b>44 564,22</b> | <b>48 964,22</b> | <b>48 530,49</b> | <b>52 455,49</b> | <b>52 323,00</b> | <b>53 624,00</b> | <b>70 469,50</b> |                 | <b>52 864,03</b> |



# Budget annexe : Lotissement communal

## « Les Chênes »

La commune continue la commercialisation de ce lotissement communal (sur 23 lots 20 sont aujourd'hui vendus. Il reste donc les lots n°7, 12 et 13).  
Les prévisions budgétaires 2024 :

**Lotissement communal « Les Chênes »,  
12 lots à vendre à Aire sur l'Adour.**

**Lotissement  
Les Chênes  
à Aire sur l'Adour**

Situés **route du Houga**,  
à proximité immédiate  
de la Polyclinique  
**dans un secteur  
calme et boisé,**  
les lots vont de **760 m<sup>2</sup>**  
à **1030 m<sup>2</sup>**.

**Au prix  
de 42 € TTC/m<sup>2</sup>,**  
les lots sont  
entièrement équipés  
(électricité, gaz,  
eau, assainissement  
collectif, réservation  
fibre optique...)

**Atouts :**  
Avec l'A65,  
Aire sur l'Adour n'est plus  
qu'à 35 mn de Pau (Aire  
centre à Place de Verdun  
à Pau) et qu'à 1h15 de la  
rocade de Bordeaux.  
Aire sur l'Adour  
c'est aussi :  
un patrimoine bâti  
exceptionnel, une offre  
de santé complète,  
un collège, deux lycées,  
un pôle petite enfance,  
un tissu associatif dense,  
des équipements  
culturels et sportifs  
de qualité, des circuits  
de bus scolaires...  
Bref, une ville qui  
conjugue histoire  
et inventivité.

**Aire sur l'Adour, un nouveau mode de Ville**

Rens. : Mairie d'Aire sur l'Adour - 05 58 71 47 00  
courriel : [mairie@aire-sur-adour.fr](mailto:mairie@aire-sur-adour.fr)



| Chapitre | Article | Libellé   | 2019              |                   | 2020              |                   | 2021              |                   | 2022              |                   | 2023              |                   | 2024              |  |
|----------|---------|---|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|--|
|          |         |   | BP+DM             | CA                | BP                | CA                | BP                | CA                | BP + DM           |                   |                   |                   |                   |  |
| 001      | 001     | Déficit d'investissement reporté                |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |  |
| 204      | 20421   | Subventions d'équipement                        |                   |                   | 5 000,00          |                   |                   |                   |                   |                   | 5 000,00          |                   | 5 000,00          |  |
| 16       | 1641    | Emprunts  | 333 120,09        | 324 196,00        | 57 000,00         |                   | 57 000,00         |                   | 324 196,00        | 324 196,00        | 35 000,00         | 34 944,00         | 60 000,00         |  |
| 040      | 3555    | Opérations d'ordre : terrains aménagés (stocks) | 312 871,43        | 300 871,43        | 259 795,52        | 243 752,86        | 264 795,52        | 243 752,86        | 238 789,00        | 186 279,68        | 198 789,00        | 165 384,52        | 138 845,00        |  |
|          |         | <b>Total dépenses d'investissement</b>          | <b>645 991,52</b> | <b>625 067,43</b> | <b>321 795,52</b> | <b>243 752,86</b> | <b>321 795,52</b> | <b>243 752,86</b> | <b>562 985,00</b> | <b>510 475,68</b> | <b>238 789,00</b> | <b>200 328,52</b> | <b>203 845,00</b> |  |
| 001      | 001     | Excédent d'investissement reporté               | 30 403,53         | 30 403,53         | 20 924,09         | 20 924,09         | 78 042,66         | 78 042,66         | 78 042,66         | 78 042,66         | 52 509,32         | 52 509,32         | 38 460,48         |  |
| 16       | 1641    | Emprunts  | 324 196,00        | 324 196,00        |                   |                   |                   |                   | 238 789,00        | 238 789,00        |                   |                   |                   |  |
| 021      | 021     | Virement section de fonctionnement              |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |  |
| 040      | 3555    | Opérations d'ordre : terrains aménagés (stocks) | 291 391,99        | 291 391,99        | 300 871,43        | 300 871,43        | 243 752,86        | 243 752,86        | 243 752,86        | 243 752,86        | 186 279,68        | 186 279,68        | 165 384,52        |  |
| 204      | 20422   | Subventions d'équipement                        |                   |                   |                   |                   |                   |                   | 2 400,48          | 2 400,48          |                   |                   |                   |  |
|          |         | <b>Total recettes d'investissement</b>          | <b>645 991,52</b> | <b>645 991,52</b> | <b>321 795,52</b> | <b>321 795,52</b> | <b>321 795,52</b> | <b>321 795,52</b> | <b>562 985,00</b> | <b>562 985,00</b> | <b>238 789,00</b> | <b>238 789,00</b> | <b>203 845,00</b> |  |
| 011      | 6015    | Terrain à aménager                              |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |  |
|          | 605     | Achats de matériel                              | 1 000,00          |                   | 3 000,00          |                   | 3 000,00          |                   | 3 000,00          |                   | 12 000,00         |                   |                   |  |
|          | 608     | frais accessoires sur terrains                  | 11 000,00         |                   | 13 043,09         |                   | 18 042,66         |                   | 17 922,66         |                   | 26 188,32         |                   | 21 455,48         |  |
|          | 627     | Service bancaire                                | 350,00            | 350,00            |                   |                   |                   |                   | 350,00            | 250,00            |                   |                   |                   |  |
|          | 022     | Dépenses imprévues                              |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |  |
| 66       | 66111   | Intérêts réglés à échéance                      | 9 129,44          | 9 129,44          |                   |                   |                   |                   | 6 363,00          | 6 363,00          | 9 316,00          | 9 314,78          | 12 000,00         |  |
| 023      | 023     | Virement section d'investissement               |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |  |
| 042      | 71355   | Opérations d'ordre : terrains aménagés (stocks) | 291 391,99        | 291 391,99        | 300 871,43        | 300 871,43        | 243 752,86        | 243 752,86        | 243 752,86        | 243 752,86        | 186 279,68        | 186 279,68        | 165 384,52        |  |
| 65       | 65888   | Charges diverses de gestion courante            |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   | 5,00              | 1,37              | 5,00              |  |
| 67       | 6743    | Subventions exceptionnelles de fonctionnement   |                   |                   |                   |                   |                   |                   | 2 400,48          | 2 400,48          |                   |                   |                   |  |
| 043      | 608     | frais accessoires sur terrains                  | 9 479,44          | 9 479,44          |                   |                   |                   |                   | 9 113,48          | 9 013,48          | 9 314,78          | 9 314,78          | 12 000,00         |  |
|          |         | <b>Total dépenses de fonctionnement</b>         | <b>322 350,87</b> | <b>310 350,87</b> | <b>316 914,52</b> | <b>300 871,43</b> | <b>264 795,52</b> | <b>243 752,86</b> | <b>282 902,48</b> | <b>261 779,82</b> | <b>243 103,78</b> | <b>204 910,61</b> | <b>210 845,00</b> |  |
| 70       | 7015    | Ventes de terrains aménagés                     | 0,00              | 0,00              | 57 119,00         | 57 118,57         |                   |                   | 35 000,00         | 66 486,66         | 35 000,00         | 30 211,31         | 60 000,00         |  |
| 75       | 758     | Autres produits de gestion courante             |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |                   |  |
| 042      | 71355   | Opérations d'ordre : terrains aménagés (stocks) | 312 871,43        | 300 871,43        | 259 795,52        | 243 752,86        | 264 795,52        | 243 752,86        | 238 789,00        | 186 279,68        | 198 789,00        | 165 384,52        | 138 845,00        |  |
| 043      | 791     | Transfert de charges de gestion courante        | 350,00            | 350,00            |                   |                   |                   |                   | 350,00            | 250,00            |                   |                   |                   |  |
| 043      | 796     | Transfert de charges financières                | 9 129,44          | 9 129,44          |                   |                   |                   |                   | 6 363,00          | 6 363,00          | 9 314,78          | 9 314,78          | 12 000,00         |  |
| 043      | 797     | Transfert de charges exceptionnelles            |                   |                   |                   |                   |                   |                   | 2 400,48          | 2 400,48          |                   |                   |                   |  |
|          |         | <b>Total recettes de fonctionnement</b>         | <b>322 350,87</b> | <b>310 350,87</b> | <b>316 914,52</b> | <b>300 871,43</b> | <b>264 795,52</b> | <b>243 752,86</b> | <b>282 902,48</b> | <b>261 779,82</b> | <b>243 103,78</b> | <b>204 910,61</b> | <b>210 845,00</b> |  |